

20482 - Moyeuvre-Grande.

Chef-lieu de canton en 1790, puis de celui de Vitry en l'an III et de Thionville à partir de 1802. A pour annexes les fermes de Froidcul, de Haute et Basse-Tréhémont et le moulin de la Frapouille. Moyeuvre-Petite est rattachée en 1811, puis de nouveau érigée en commune en 1833. Cette dernière est annexe de la paroisse.

An XII [24/09/1803 - 22/09/1804] - 1875

Mode de classement : Répertoire numérique détaillé du 11 avril 2022.

20482/1

Administration générale.

An XIII [23/09/1804 - 23/09/1805] - 1870

Autorités municipales.

Approbation du vote de 58 F pour payer les frais de transport des électeurs à Thionville afin qu'ils désignent le successeur du député Dornès à l'Assemblée nationale (1848, 1849). Menaces de démissions du maire Olry si la décision d'expulsion de l'étranger Jacob Schanck n'est pas exécutée (1869).

Affaires générales.

Arrêté du maire sur la fermeture des colombiers (1859).

Rétribution scolaire : observations puis approbation du taux voté pour l'école des filles et la salle d'asile (1855, 1856) ; fixations à 6 F du taux pour les filles et à 0,50 F de celui de la salle d'asile (1861, 1862) ; avis favorable de l'inspecteur primaire sur le taux fixé pour 1867 (1866) ; certificat de recette pour l'école des filles et la salle d'asile (1867).

Fabrique : rejet de la réclamation du trésorier pour que la commune comble le déficit de 172,94 F (1831-1833) ; refus du conseil de voter un secours de 210,89 F pour financer le traitement du vicaire (1841, 1842) ; inscription d'office au budget supplémentaire de 208,54 F pour payer le vicaire (1843, 1844) ; refus du conseil de voter 200 F pour l'achat d'une chappe (1847-1850).

Assistance publique : autorisation de paiement de 25,60 F à l'aubergiste Henry Coirin pour le traitement et l'enterrement du colporteur Pierre Simon de Marseille (1836) ; versement d'un secours de 300 F pour financer l'établissement du dépôt de mendicité de Gorze (1844, 1845) ; délibération sur l'emploi de la subvention versée pour établir des ateliers de charité (1847) ; extrait du mandat de secours départemental accordé pour lutter contre les épidémies de 1866 (1868).

Comptabilité.

Réclamation de Georges Pinget pour être remboursé de la fourniture de lard à la ville de Metz au cours du second blocus (1819).

Recettes : instructions au sous-préfet sur la recette de 1700 F perçue par le maire au moment du tirage des lots d'affouage (an XIII) et ordonnant la remise des papiers détenus par l'ancien percepteur Hautdidier à son successeur Nicolas Montaigu (an XIII) ; contribution sur les bois et frais d'exploitation forestière : rejet de la réclamation du maire signalant un double emploi (1830) et instruction ordonnant la rédaction d'un rôle sur les affouagistes (1836) ; certificat de recette de la taxe sur les chiens (1857) ; rôles pour subvenir au paiement des prés livrés à la vaine pâture (1867) et de redevances sur les détenteurs des lots de portions communales et d'affouage (1864-1867) ; état des sommes irrecouvrables sur le rôle d'affouage de 1866 (1867).

Dépenses : autorisations de paiements (1821), de l'aubergiste Coirin, du maçon Jean Collimont et de l'instituteur (avec délibération relative à la formation du budget, 1822-1824), de 331 F provenant du produit de la vente des lots d'affouage (1825), des frais d'exploitation de la coupe affouagère (1825, 1833, 1834), mais refus d'autoriser la commune à prendre en charge les frais des agents de l'Etat (1826), des frais d'exploitation de la coupe, du traitement de l'instituteur et des réparations aux édifices (concerne aussi l'approbation d'un rôle d'affouage, 1829), des dépenses occasionnées par l'avènement du roi et de l'achat d'un drapeau (1830) ; lettre du maire demandant l'autorisation de payer 91,50 F (1831) ; autorisations de paiements des fournitures aux tambours de la garde nationale (1831), des réparations aux édifices et de la confection de l'état de population (1835), des frais d'exploitation de la coupe et des honoraires de surveillance des travaux de prestations sur les chemins (1836) ; demandes de délivrances de mandats de remboursements sur les fonds placés au Trésor (1845-1851).

Personnel.

Autorisations de paiements de 36 F aux appariteurs (1822), des sommes dues à l'instituteur Jean-François Margot à l'exception de ses fonctions de secrétaire et refus de payer les voyages de l'adjoint (1831).

Gardes champêtres : approbation de la révocation de François Florentin remplacé par Antoine Waroqui (1826) ; autorisation de paiement de 175 F pour compléter leurs salaires (1833) ; approbation de la nomination d'office d'Antoine Waroqui pour remplacer le démissionnaire Jean-François Martin (1835) ; rejet de la réclamation de l'adjoint et des conseillers contre la nomination de Waroqui par le maire (1836) ; révocation d'Auguste Pistre (1856) ; démissions de Jacques Chateaux remplacé par Louis-Lambert Lemoine (1857), de Jean-François Pochon remplacé par Jacques Chateaux (1856, 1858), de Jean-Joseph Gillet remplacé par Jean Harmand (1858), de Nicolas Chateaux remplacé par Louis-Lambert Lemoine (1859), de Harmand remplacé par Nicolas Courte (1859, 1860), de Jean Harmand remplacé par Martin Schmit (1862), de Lemoine remplacé par Charles Fery (1863), de Fery remplacé par Jacques Chateaux (1865), de Chateaux remplacé par Anselme Mirguet (1867), de Mirguet remplacé par Nicolas Peltier (1868) et de Schmit remplacé par Paul-Henry Briquet (1870).

20482/2 - 20482/3 Biens communaux.

An XII [24/09/1803 - 22/09/1804] - 1875

20482/2

Propriété, rentes, opérations immobilières, lots de portions, exploitation, troupeau, réseaux d'eaux.

An XII [24/09/1803 - 22/09/1804] - 1875

Propriété.

Rejet de la réclamation de la fabrique contestant la prise de possession par la Caisse d'amortissement des biens qu'elle prétend lui appartenir (1813) et réclamation des titres de propriété de la fabrique sur les biens dont il a été sursis à la vente (1816). Instruction au sous-préfet sur le recouvrement des loyers des biens mis en location par l'administration des domaines puis restitués à la commune (1817). Action judiciaire de l'administration des domaines contre la commune pour être payée des rentes dues en vertu d'un arrêt de 1747 (1819-1822). Autorisations d'abornement et de réarpentage des terres labourables afin de les partager entre les habitants et de financement des frais par un rôle sur les affouagistes (1831-1833). Autorisation de plaider en justice contre les prétentions de la veuve Clerby sur un terrain situé au canton des Etangs (1832). Action judiciaire contre le brasseur Jean-Pierre-Auguste Evrard au sujet de la propriété d'un puits (1850-1852). Autorisation de consulter l'ancien avocat et notaire de Briey Rollin pour lutter contre une anticipation commise sur un terrain longeant le canal des Forges (1858).

Remboursements des capitaux de rentes foncières.

Autorisations données à 60 habitants et emplois des recettes pour acheter des rentes sur l'Etat (1832-1844). Demande d'autorisation de poursuivre en justice les habitants refusant de payer les cens depuis 1840 (1844-1849). Autorisations données à Nicolas Coirel, la veuve Cornély Ciron et Jean-Nicolas Coirin (1850, 1852).

Opérations immobilières.

Autorisation d'échange de terrains avec M. de Wendel pour servir d'emplacement à une fontaine et à un chemin (1821, 1822).

Aliénations : lettre de transmission sur une cession de terrain demandée par François Gauthier (an XII) ; autorisation de cession d'un terrain et du droit de mitoyenneté du pignon de l'école des garçons au propriétaire Charles Lallemant pour agrandir sa maison (1861, 1862, avec extrait de l'acte de vente de 1867).

Lots de portions communales et d'affouage.

Partage : arrêté réintégrant la commune en possession de ses biens et ordonnant leur location (1806) ; réintégration en possession d'un terrain réclamé par le chapelier Nicolas Haudidier après l'annulation du partage (1807-1810) ; régularisation des concessions de terrains communaux en faveur des détenteurs de biens qui y ont bâti ou fait des plantations (concerne aussi la recherche du procès-verbal de location de 1807 et l'établissement de percepteurs à vie, 1808-1813).

Lots d'affouage : refus de maintenir en jouissance le cordonnier Etienne Ory (1809) ; lettre de transmission d'une réclamation de Marguerite-Hélène Busche, veuve Martin, contre le projet de retrait de son lot (1826) ; réduction de l'amende prononcée contre François Bellisson, Joseph Dupont et trois autres habitants pour avoir vendu ou échangé leurs lots (1827).

Exploitation.

Autorisations de vendre les lots d'affouages des retardataires sur le paiement des redevances (1820-1825), de louer une partie du pâtis communal pour servir de lieux de dépôts aux industriels (1859), de résilier le bail de location des droits de place à percevoir sur les marchés, foires, bals et jeux publics après le décès de l'adjudicataire Henry Vibert (1866) et celui de location des terrains de Vackange à François Faget (1869). Procès-verbaux de locations des terrains en friches de Vakrange, des carrières des côtes de Froidcul et Jobinot, des droits de pêche et d'une portion (1860, 1861). Extraits des procès-verbaux d'adjudications de la vente des lots d'affouage et de la pâture des chemins (1864-1868). Rapport de l'ingénieur ordinaire approuvant la location des droits de pêche dans l'Orne mais pas dans le Conroy (1867).

Carrières : autorisations données aux propriétaires des forges de Moyeuve d'extraire du sable dans la forêt de Clutange pour la fabrication de munitions de guerre (an XII), à M. de Wendel d'ouvrir deux carrières pour extraire les pierres nécessaires à l'établissement d'un chemin de vidange (1822), à la commune de recouvrer 303 F sur l'adjudicataire Dominique-Anselme Mirguet

ainé pour location des carrières des côtes de Metz et de Jobinot (1837-1832), à MM. les fils de François de Wendel d'exploiter 21 ares dans la forêt communale après l'épuisement de la carrière de castine de la côte de Froidcul (avec plan, 1863), à la commune de renouveler les baux de locations des carrières de la côte de Metz (1866) et de celles situées dans le canton de Devant-le-Pont (avec dénombrement et estimation des produits, 1867-1871) ; procès-verbal d'adjudication à Jean-François Fousse d'un lot de bois à abattre pour agrandir la carrière de Devant-le-Pont (1868) ; renonciation de l'entrepreneur Rémy Royer de Moineville à l'exploitation d'une carrière dans les bois de Vackange pour servir à la construction du chemin d'intérêt commun n° 76 de Briey à Moyeuve (1868, 1869).

Droits de chasse dans les bois communaux : rejet de la réclamation de l'adjudicataire de la petite chasse Jacques Dubois au sujet des conditions d'exercice fixées par le bail (1831, 1832) ; approbation du procès-verbal d'adjudication (1860) ; autorisation donnée à MM. Ducharlet et Roussel de prendre comme co-fermier l'imprimeur Maline de Metz (1864).

Troupeau commun.

Autorisation de traiter avec la veuve Lambert-Lévy pour la fourniture d'un second taureau (1857).

Parcours et vaine pâture : observations sur une délibération irrégulière ouvrant les prés à charge de redevances sur les propriétaires de bestiaux et approbation du rôle (1823, 1824) ; approbations de la délibération ouvrant les droits après la 1ère récolte (1848), de la réclamation des propriétaires s'opposant à ces droits et annulation de la délibération (1849), des délibérations ouvrant les prairies aux propriétaires de bestiaux (1853) et des règlements fixés par la commune (1857, 1860) ; certificats de publications des règlements (1861-1865).

Réseaux d'eaux.

Construction d'un lavoir, d'une fontaine et d'un pont par François Mangin et observations sur l'utilisation des fonds versés par la Caisse de service (1821-1824). Paiements à Jacques Dufort de la construction d'un mur pour détourner les eaux et des travaux de déblaiement exécutés par Nicolas Pochon, François et Nicolas Poinsat (1824). Construction de deux puits et du ponceau de Missipipi par Nicolas Noirel et réparations de l'école, de la mairie et de l'église (avec croquis des culées du pont, 1841-1843). Paiement de la construction d'un lavoir au maçon Henry Lefort (1846). Approbations de l'indemnité votée pour dédommager les propriétaires des terrains occupés temporairement pour construire une fontaine (1861) et du règlement de concession des eaux (1864).

Constructions de fontaines et de lavoirs : approbations du projet et de l'adjudication des travaux à Michel Pognard de Rombas (1862-1864) ; paiements des indemnités pour les dommages causés au cours des travaux (1865), du chef-mineur Jean-Louis François et de l'ouvrier-mineur Nicolas François pour la réouverture des fossés de conduite (1866, 1867) ; contestation avec l'adjudicataire Pognard et exécution des travaux en régie sous la direction de l'entrepreneur Jean-Pierre Gaspard de Montois (1866-1868) ; réclamation d'un ouvrier du quartier de la Taye se plaignant de l'absence d'accès à l'eau depuis 3 ans (1870) et paiement de 3200 marks à Pognard (1875).

20482/3

Forêts.

1806 - 1870

Gardes forestiers.

Refus d'autoriser la révocation de Pierre Charron (1832, 1833). Délivrances de chablis à titre de gratifications à Nicolas Margot (1855-1863) et à François Wagner (1866). Autorisation donnée à Margot de cultiver 23 places à charbon (1862).

Délits forestiers.

Autorisation de paiement d'une indemnité de 64 F à Mathias Waroqui, condamné pour défaut de vidange d'une coupe dont l'adjudication ne concernait que l'abattage (1835, 1836). Réductions des amendes prononcées contre le menuisier Charles Fournieret pour délit de mutilation d'arbres de réserve (1859) et contre le bûcheron Gilles Schosseler pour retard de façonnage des ramiers d'une coupe (1860).

Aménagements et abornements.

Arrêté du préfet ordonnant l'arpentage et l'aménagement des portions défrichées (1809). Transmission du décret impérial ordonnant la mise en règle des bois communaux (1810). Autorisation d'abornement avec les terrains du propriétaire du moulin François Briffot (1828, 1829). Approbation de la délimitation d'une partie des bois situés dans le canton Lavange contigüe au canal de dérivation du moulin de François Ducharlet (1841, 1842).

Aménagement : autorisation et exécution des travaux par l'arpenteur forestier Delatte d'Uckange (avec 2 croquis, 1843-1846) ; approbation de la délimitation générale (avec état de répartition des frais, 1852-1855) ; abornement par l'arpenteur forestier Thiébaux de Briey et paiement des frais (1857-1861).

Aliénation.

Approbation de la vente d'une parcelle de 25 ares nécessaire à la veuve de Wendel pour reprendre l'exploitation d'une mine de fer (1854-1857).

Reboisement.

Réclamation du fermier du terrain dit du Bois-Brûlé pour obtenir une indemnité après un semis forestier qui a troublé sa jouissance (1816). Résiliation de l'adjudication de la culture de vides au jardinier Dominique Brunet pour cause de défaut de contenance

(1853, 1856, 1857). Autorisations de mettre en location les vides du canton de Lavange compte tenu de la pénurie de semis de glands (1861) et de payer 163,25 F pour le repeuplement des vides dans ce canton (1862).

Coupes de nettoiement.

Autorisation d'exploiter des coupes périodiques (1849, 1850) et refus d'autoriser la commune à cesser ces coupes (1857-1859).

Exploitation.

Quart de réserve : avis favorable à l'exploitation partielle pour financer des travaux communaux (1806) ; autorisation d'exploiter 40 hectares (1808) ; lettre de transmission de l'autorisation de vendre une partie des réserves (1811) ; autorisation d'exploiter la partie la plus âgée pour financer des dépenses d'utilité publique (1833) ; prolongation du délai de vidange accordé au marchand de bois Masson de Metz (1867).

Coupe affouagère : autorisation donnée au maire de faire ouvrir des fossés (1812) ; arrêté autorisant la vente de la coupe de 1813 pour financer les réparations aux fontaines et aux édifices (1813) ; instruction ordonnant le remboursement de 50 F au colporteur François Marchand pour une redevance d'affouage payée alors que la coupe a été exploitée illégalement par les habitants pendant l'invasion (1815) ; arrêté autorisant la délivrance de la futaie surnuméraire de la coupe de 1816 et celle de la coupe de 1817 par anticipation (1816) ; instruction au sous-préfet refusant d'autoriser la délivrance par anticipation afin de secourir les indigents (1817) ; autorisation de vendre une partie de la coupe pour rembourser un emprunt de 4000 F pour secourir les indigents (1817) ; refus d'autoriser la délivrance d'une coupe par anticipation pour rembourser les sommes empruntées aux sieurs de Wendel et Poinat pour financer l'entretien des chemins (1818) ; autorisation de délivrer des coupes par anticipation pour financer la réparation du chemin de Richemont à Moyeuve (1825) ; approbation d'une vente irrégulière de bois après observations au maire (1829) ; lettre du maire certifiant la réception des travaux d'ouverture de fossés (1843) ; autorisations de vendre le bois mis hors de partage (1844-1860) et de réunir des produits d'élagage à l'affouage (1852, 1856) ; prolongations des délais d'abattage accordée à Gilles Schosseler de Ranguieux (1855) et de façonnage accordée au propriétaire François Belvaux de Ranguieux (1856) ; autorisations de faire exploiter des hêtres morts (1860, 1861) ; adjudications et paiements des travaux d'exploitation exécutés par Simon Cuny (1864, 1865), Louis Didot de Moineville (1865, 1866), Cyprien Bascou d'Anoux (1866, 1867) et Nicolas François (1867, 1868) ; extraits de procès-verbaux d'adjudications d'arbres (1866-1868) ; prolongation du délai de façonnage des ramiers accordée à François Leblanc (1870).

Délivrance de produits forestiers : refus d'autoriser la délivrance de bois pour bâtir de nouvelles constructions (1812) ; arrêtés autorisant la délivrance d'arbres à Henry Coirin pour bâtir (1812) ; dispense accordée à la commune de verser à la caisse des domaines le produit de la vente du bois destiné à la marine (1820) ; autorisation donnée au propriétaire François Bellisson d'extraire 12 bottes d'épines vives dans le canton Lavange afin de clôre sa propriété (1843).

20482/4

Bâtiments communaux.

1819 - 1869

Equipement.

Autorisation de construire une halle couverte (1822). Rejet de la réclamation du fondeur Goussel jeune de Metz contre le traité passé avec son concurrent Hémerly-Perrin pour la refonte de trois cloches (1850). Achat d'une horloge à Jean-François Royer financé par la délivrance d'une coupe extraordinaire dans le quart en réserve (1854-1857). Autorisations de construire un local pour les pompes à incendie, une salle de police et un hallier dans la mairie (1856), de restaurer le mobilier de la mairie (1856) et de placer sur la façade d'un édifice une tablette en marbre en mémoire des bienfaits de la famille de Wendel (1857).

Entretien général.

Autorisations de refondre la cloche de Moyeuve-Petite, de réparer la fontaine, l'abreuvoir, les maisons du pâtre et d'école et de financer ces travaux par un rôle supplémentaire sur les affouagistes (1820), de réparer un pont, de construire une nouvelle fontaine et un lavoir et d'acheter une seconde cloche et financement de ces travaux par les fonds placés au Trésor (1821), de réparer les murs du cimetière, les puits et la maison des sœurs institutrices (1821), de réparer l'église, le cimetière et la maison du pâtre (1830, 1831), de restaurer le marché couvert, les puits et fontaines, les écoles, la flèche de l'église et le cimetière et adjudication des travaux à Jacques Lefort (1848). Réparations de l'église et des murs du cimetière exécutées par Jean-Baptiste Henry et financées par les fonds placés au Trésor et la vente de bois (1824-1827). Construction de trois fontaines et d'une seconde salle d'école pour les garçons par Henry Lefort de Beauregard (1845-1847). Approbation du devis supplémentaire des travaux en cours d'exécution et transfert de la créance de l'entrepreneur Victor Ladurelle au boulanger Mathias Evrard (1851). Lettres du sous-préfet autorisant l'exécution de travaux d'entretien et soumettant un projet dressé par le conducteur des ponts et chaussées Barthélemy (1861, 1862).

Ecoles.

Achats d'une maison à M. de Fischer pour ouvrir une école de filles financé par les fonds placés au Trésor (1819-1821), d'un terrain à Christophe Tourelle pour y construire une école de garçons (1845, 1848) et d'une maison à l'employé aux forges de Jamailles Jean-Henry Rollin pour permettre l'agrandissement de l'école des filles et l'établissement d'une

salle d'asile, le tout financé par un emprunt de 3000 F, la délivrance de secours et l'exploitation du quart en réserve (1851-1853, 1860).

Presbytère.

Restauration et exhaussement par Jean-Pierre Pasant (avec plainte anonyme au préfet sur la mauvaise qualité des ouvrages exécutés, 1865-1869).

Cimetière.

Extrait du procès-verbal d'adjudication de la réparation des murs à Victor Ladurelle (1844). Achat d'un terrain à l'employé des forges de Hayange Nicolas Keller pour y établir un nouveau cimetière (1849-1851). Approbation du règlement des concessions (1850-1852). Rejet du projet d'achat de terrains pour agrandir le cimetière compte tenu de son emplacement au milieu des habitations (1861). Autorisation d'accepter les donations faites par les sieurs Goussot et Denis de deux parcelles pour l'agrandissement (1869). Actes de concessions à l'hôtelier Charles Collin, la veuve d'Antoine Martin, Jean-Pierre Hemme, Jean Munier, François Marchal, Nicolas Guetch, François-Xavier Roussel de Lorry-lès-Metz, Nicolas Haudidier, François Mousquet, Marguerite Robert veuve de Jean-Joachim Cordier, Auguste Bertrand, Barbe Gombert veuve Bertrand, Marie-Rose Fizaine veuve Adam, François Mutelet de Froidcul, Marguerite Etienne, Nicolas Gillet dit Fizaine, le garde général en retraite Georges Gaillard, Joséphine Pierre veuve Drouaine, Gabriel Pochon et Rosalie Collignon veuve Fizaine (1867, 1868).